

Pologne, premières leçons du soulèvement ouvrier

Les journaux qui, en France, font les modes idéologiques, étaient remplis des adieux de M. Gorz au prolétariat et de ceux de M. Touraine au socialisme. Une fois de plus, comme en Mai 1968, l'histoire a pris les professeurs à contre-pied. Les travailleurs polonais ont réaffirmé avec force le rôle révolutionnaire central du prolétariat et l'actualité du socialisme. Jour après jour, nous avons reçu de Pologne un feuillet de l'espoir, dont il est déjà possible de dégager les premières grandes leçons.

Ni mammouth à l'arrêt, ni glacier immobile

Les professeurs de résignation aiment à présenter les pays de l'Est comme des sociétés bloquées, propres à décourager toute volonté militante de transformation. Or, les grèves de Pologne confirment qu'il ne s'agit ni de glaciers immobiles, ni de mammouths à l'arrêt, mais de sociétés travaillées par des contradictions profondes, et dont l'apparente stabilité recèle de mortelles fissures.

Premier constat : la bureaucratie existe, et c'est elle-même qui l'avoue. Les négociateurs gouvernementaux de Gdansk se sont félicités du sens des responsabilités dont ont fait preuve « *les deux parties* » dans

la négociation. Il s'agit pourtant d'un pays où le parti et le gouvernement prétendent ne faire qu'un avec la classe ouvrière. Quelles étaient donc ces « *deux parties* » ? L'une est facilement identifiable, celle des ouvriers de Gdansk et de plus d'un million de grévistes. Mais alors, quelle est l'autre qui lui faisait face ? Celle des hautes sphères du parti, de l'administration, du gouvernement. Une excroissance parasitaire qui utilise l'exercice du pouvoir pour confisquer et détourner à son propre profit une partie du surproduit social. En un mot, la bureaucratie innommable.

Deuxième constat : la bureaucratie a peur de la classe ouvrière. En compétition sur le marché mondial par rapport aux pays capitalistes, elle voudrait pouvoir augmenter la productivité du travail, en modifiant les normes de production, en rétablissant la liberté de licenciement économique, en relevant les prix. Mais à chaque tentative, elle se heurte aux rapports de production non capitalistes qui constituent une conquête et un point d'appui pour les travailleurs.

Déjà en 1970 et en 1976, la bureaucratie polonaise avait dû battre en retraite et renoncer aux augmentations de prix. En mai dernier, en Chine, le futur Premier ministre, Zhao Ziyang, a présenté un bilan des réformes économiques à partir de l'expérience modèle tentée dans la province de Sichuan. Il s'agissait notamment d'accroître l'autonomie des entreprises, de les rendre responsables de leurs pertes et profits, de leurs amortissements et de leurs investissements, de les autoriser à fixer elles-mêmes les salaires et à sélectionner, accroître ou réduire leur main-d'œuvre (autrement dit à embaucher et licencier à volonté).

Mais le rapport constate que la réforme nourrit inévitablement une tendance à démanteler la planification. Elle aiguise les différences entre unités riches et pauvres, engendre le désintérêt envers les activités sociales les moins rentables, fussent-elles socialement nécessaires, et développe des tensions sociales. En clair, la tendance à la restauration capitaliste se heurte aux structures sociales sur lesquelles repose l'économie planifiée, et ne pourrait aboutir à son terme qu'au prix d'affrontements et de déchirements au sein même de la bureaucratie.

Car si la bureaucratie a peur, ce n'est pas par couardise. C'est parce qu'elle ne constitue pas une classe autonome, qui se reproduirait mécaniquement par le fonctionnement régulier d'un mode de production, comme la bourgeoisie dans le mode de production capitaliste. En dernière instance, la caste bureaucratique reste dépendante de la classe ouvrière dont elle a usurpé le pouvoir. Rudolf Bahro, sans partager nos concepts méthodologiques, en rend très bien compte dans son livre lorsqu'il écrit que, dans les pays de l'Est, « *le pouvoir n'ose plus se regarder en face* », parce que « *c'est la meilleure part de notre tradition morale et idéologique qui le fait rougir* ». Non par scrupule certes, mais parce

que la bureaucratie tire encore et malgré tout sa légitimité du pouvoir confisqué au prolétariat.

Le discours d'un bureaucrate non négligeable constitue l'illustration vivante de cette contradiction. Fiszbach est secrétaire du parti à Gdansk et membre du comité central du POUP. Pendant les négociations, un dirigeant de la grève cite, comme exemple d'abus, le fait que l'intervention de Fiszbach au plénum du comité central n'ait pas été publiée dans la presse. Fiszbach fait alors une déclaration pleine de démagogie cauteleuse : *« J'ai longuement préparé mon intervention au plénum. Je sais que l'image donnée des grévistes n'était pas exacte et je l'ai dit dans mon intervention. Elle sera publiée dans Polityka. Quant à la censure, elle découle de tout le système politique et du style de gouvernement. Il faut donc élargir le problème. »* (Le Monde, 31 août 1980).

Troisième constat : la bureaucratie est fragile. C'est la conséquence logique du constat précédent. Caste parasitaire, la bureaucratie exerce un pouvoir bonapartiste, sans possibilité de pleinement s'appuyer sur aucune des classes fondamentales. S'appuyer sur la bourgeoisie (internationalement) et accepter une perspective restaurationniste signifierait le tarissement des privilèges bureaucratiques et le retour d'une fraction importante de la bureaucratie au statut de prolétaires exploités. S'appuyer sur la classe ouvrière signifierait au contraire l'épanouissement de la démocratie socialiste, de l'auto-organisation, de l'autogestion et le dépérissement progressif de l'appareil d'Etat en tant qu'institution séparée, d'où la bureaucratie tient sa force.

Il est particulièrement frappant que, dans un pays où le gouvernement prétend être élu avec 99% des suffrages dans un scrutin régulier, la bureaucratie au pouvoir n'ait pu mobiliser aucun soutien de masse face au déferlement des grèves ouvrières. En Mai 68, de Gaulle avait réussi à rameuter 500 000 manifestants bourgeois, petits-bourgeois, fonctionnaires, militaires. Là, rien : ni meeting, ni manifestation de rue en soutien au gouvernement. Le seul argument dérisoire pour modérer les revendications ouvrières fut, de la part même du gouvernement, l'invocation du danger d'intervention soviétique. Quel chantage et quel aveu : un pouvoir qui reconnaît devant la montée des mobilisations ouvrières ne pouvoir tenir que par la force des baïonnettes de la bureaucratie voisine !

Menacée, la bourgeoisie peut faire preuve de flexibilité, faire le dos rond, accorder des élections libres, dissoudre une assemblée, convoquer une Constituante. Elle peut même perdre temporairement le contrôle des leviers gouvernementaux. Son pouvoir repose en dernière instance sur l'appropriation privée des moyens de production. L'essentiel reste pour elle de sauvegarder cette propriété et de garder le contrôle des piliers répressifs de l'appareil d'Etat.

La bureaucratie au contraire ne détient son pouvoir que du contrôle sans partage de l'appareil d'Etat. Pour un patron privé, soumis aux impératifs de la concurrence, céder aux revendications ouvrières, abandonner son profit, équivaut à un suicide face aux autres patrons. La bureaucratie, au contraire, est prête à lâcher précipitamment sur les revendications économiques avant d'avoir à subir d'insupportables incursions ouvrières dans les sphères de l'exercice du pouvoir politique.

Le contenu social des revendications démocratiques

A cet égard, les vingt et une revendications élaborées par les grévistes de Gdansk sont hautement significatives. Elles comportent un volet important de revendications économiques et salariales. Il est cependant frappant d'y souligner la part prise par les revendications sociales (allocations, santé, transport), dans une société où le surproduit social est censé être directement redistribué par le plan. Il est aussi frappant de constater l'absence de revendications portant sur l'emploi et les licenciements, au moment même où ces questions sont au centre de la lutte des classes dans les pays capitalistes.

Mais dans le cours de la mobilisation, ces revendications, sans être abandonnées, sont vite passées au second rang, au profit de revendications directement politiques, démocratiques et antibureaucratiques. N'a-t-on pas vu les travailleurs des transports de Gdynia refuser une augmentation salariale de 1 500 zlotys mensuels aussi longtemps qu'ils n'auraient gain de cause sur la question du syndicat indépendant ?

Au chapitre de la lutte contre les privilèges bureaucratiques, on trouve la revendication de suppression des prix commerciaux (qui permettent de se procurer au prix fort des articles de luxe dans les magasins spéciaux), la revendication d'alignement des allocations sociales sur celles des fonctionnaires de l'armée et de la police. Enfin, lors des négociations, certains dirigeants du comité de grève ont fait sursauter le vice-Premier ministre Jagielski en abordant la question explosive de la nomenclature.

Au chapitre des revendications démocratiques, on trouve en première place l'exigence du syndicat libre, mais aussi tout ce qui concerne le droit de grève, le droit à l'information, le droit de réunion, etc. Dans les pays capitalistes, les revendications démocratiques, si importantes soient-elles, ne débordent pas le cadre des libertés formelles. Ainsi, la liberté de la presse par exemple n'y est autre que la liberté pour l'entreprise privée de presse, qui autorise Springer ou Hersant à s'offrir des moyens de façonner l'opinion. Dans une société bureaucratique fondée sur l'étatisation des moyens de production, en revanche, la liberté de presse ne signifie pas principalement la

renaissance de moyens privés d'information, mais d'abord et avant tout la possible floraison de bulletins ouvriers, d'organes syndicaux, en un mot la voie ouverte à l'épanouissement de la démocratie ouvrière. D'où la portée directement subversive des revendications démocratiques dans une telle société.

Il est en effet flagrant que le prolétariat polonais, qui ne dispose pas d'organisations syndicales et politiques indépendantes de l'Etat, qui subit une information triée et censurée, retrouve en quelques semaines de lutte les exigences sociales et les formes de luttes les plus avancées de la classe ouvrière internationale : contrôle ouvrier, autogestion, comités de grève formés de délégués élus et révocables qui sont d'authentiques embryons de conseils ouvriers...

Cette dynamique est inscrite dans la nature même des rapports sociaux. L'ouvrier licencié de Manufrance vit la fermeture de son entreprise comme une fatalité, celle de la crise et de la concurrence. Pour sauver son emploi, il commence par se battre pour garder un patron ou en trouver un nouveau. C'est un paradoxe, mais c'est ainsi. L'ouvrier polonais, en revanche, ne peut pas imputer la désorganisation du marché de la viande ou la pénurie de logement au mécanisme opaque et mystérieux du marché. Il vit dans une société régie par un plan. S'il y a pénurie et dysfonctionnement, c'est que le plan est mal fait, que ses responsables gouvernementaux sont des incapables, des incompetents ou des prévaricateurs.

La formulation des revendications n'obéit pas à une logique localiste ou corporative (nos salaires, et après nous le déluge...), mais s'inscrit très vite dans une vision d'ensemble et dans un esprit de responsabilité envers la communauté sociale dans son ensemble : elle appelle inévitablement le droit de regard sur le plan.

Réforme ou révolution ?

L'affirmation d'un tel droit pose directement la question de l'épreuve de force avec la bureaucratie, dans les termes : réforme ou révolution.

Dans un article écrit au début du mouvement, l'animateur du KOR, Jacek Kuron, écrivait : « *L'Union soviétique et ses armées n'ont pas cessé d'exister, il nous faut en tenir compte. Mais nous pouvons légitimement supposer que les gouvernants d'URSS ne s'aventureront pas dans une intervention armée en Pologne tant que les Polonais s'abstiendront de renverser le pouvoir qui est docile à l'URSS. Par conséquent, abstenons-nous pour l'instant. Le programme, pour aujourd'hui, c'est une société démocratiquement organisée en associations professionnelles ou coopératives,*

économiquement et localement autogestionnaires. Il nous faudra bien, pendant un temps, coexister avec notre appareil totalitaire d'Etat et du parti. Il fera tout son possible pour détruire nos organisations démocratiques : il sabotera leurs décisions, il tâchera de compromettre et de corrompre leurs militants, il jouera de l'intimidation et du chantage. Il faudra nous défendre et arracher morceau par morceau le terrain soumis à l'appareil. » (Le Monde, 20 août 1980).

Cette démarche tend à mêler stratégie et tactique. On peut discuter sur la tactique, à condition de s'entendre sur le but final. Kuron dit bien qu'il faut s'abstenir pour l'instant de renverser le gouvernement, et qu'il faudra pour un temps coexister avec l'appareil bureaucratique d'Etat. Pour l'instant, pour un temps, tout est là : la question des rythmes est déterminée par les rapports de forces, dont l'éventualité d'une intervention soviétique n'est pas le moindre élément.

Encore faut-il être clair sur l'essentiel, à commencer par la distinction entre le régime, c'est-à-dire la forme bureaucratique de gouvernement, et le « système », c'est-à-dire les rapports de production non capitalistes, l'appropriation sociale des moyens de production, l'économie planifiée.

Beaucoup de gens sont intéressés à entretenir la confusion sur ce point. D'un côté, les chantres du monde libre, qui veulent démontrer qu'il n'y a de socialisme que bureaucratique et qu'il n'y a de liberté que sous le capitalisme. N'a-t-on pas vu des journalistes éclairés écrire étourdiment au début des grèves que la revendication de syndicats libres signifierait la fin du régime communiste ! Les libertés syndicales peuvent porter préjudice à la bureaucratie, elles ne sont en rien incompatibles avec le socialisme, pour peu que l'on reste fidèle à la tradition léniniste pour qui la dictature du prolétariat s'identifie à la démocratie socialiste la plus large, implique non pas moins mais plus de libertés démocratiques réelles. De l'autre côté, les idéologues de la bureaucratie, qui veulent prouver qu'on ne peut contester les privilèges bureaucratiques sans remettre en cause les fondements mêmes du système.

A leur façon, confirmant les leçons de Berlin-Est en 1953, de Hongrie en 1956, de Tchécoslovaquie, les ouvriers polonais ont manifesté qu'ils ne remettaient pas en cause le système fondé sur l'appropriation collective des moyens de production. Dans les négociations avec Jagielski, Walesa déclarait : *« Les difficultés de l'économie résultent en grande partie du manque de représentation des intérêts de la société. En discutant avec nous, vous avez une possibilité d'y remédier. Ce n'est pas contre le système social de la Pologne que nous faisons grève, mais pour pouvoir créer un syndicat indépendant et c'est là notre droit. Nous ne vou-*

lons pas porter atteinte à la propriété sociale des moyens de production. Les usines sont la propriété de la nation, mais nous voulons être les véritables propriétaires des affaires de la nation. » (Le Monde, 28 août 1980).

On peut voir là une profession de foi tactique nécessaire dans les négociations. Mais ce serait pour le moins unilatéral. Les ouvriers polonais ne songent pas à revendiquer le droit d'être exploités par un patron privé, à revendiquer la restitution des moyens de production à des capitalistes. Ils demandent le contrôle des mécanismes de décision et de l'élaboration du plan.

C'est encore plus clair dans l'intervention d'un autre membre dirigeant du comité de grève, Florian Winiewsky : « *La cause principale de la crise est l'absence de représentation ouvrière... La seconde est l'anarchie de l'économie... Les plans irréalistes ne sont jamais remplis, les investissements sont improductifs et les heures de travail perdues faute de matières premières ont augmenté — le chiffre est cité par "Tribuna Ludu" — de 56 %. Nous en discutons dans nos ateliers et nous avons notre opinion sur cette situation. Nos voix doivent être entendues car la mauvaise gestion coûte beaucoup plus cher au pays que les grèves.* » (Le Monde, 28 août 1980). Enfin, un dirigeant du comité de grève des mineurs de Silésie, membre du parti, à qui l'envoyé spécial du Monde demandait s'il ne se sentait pas traître au parti, répondait : « *Certainement pas ! Je suis fidèle au parti, mais comme disait Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière. Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes, ni même une Volkswagen, mais que les femmes des grévistes n'aient plus à faire la queue devant les magasins unque les gens vivent convenablement.* » (Le Monde, 5 septembre 1980).

A leur façon, les ouvriers polonais ont dit que le régime n'est pas réformable. Quand on leur proposait de réformer le syndicat officiel, ils répondaient que ce syndicat faisait corps avec l'appareil d'Etat et qu'ils voulaient leur propre syndicat, indépendant de l'Etat. Quand la bureaucratie voulait donner le change en procédant à un remaniement ministériel, ils écoutaient à peine la télévision d'une oreille distraite, convaincus que l'essentiel se jouait sur le terrain des rapports de forces et non dans les modifications de ce corps étranger qu'est pour eux un gouvernement sensé les représenter. On a même vu, lors de la réunion de la Diète, un député-journaliste déclarer à la tribune qu'il faudrait finir par « *dissoudre le club des propriétaires de la Pologne populaire* ». Ce club fermé, cette caste doit donc être dissoute, non réformée. Le parti et l'appareil d'Etat ne sont pas plus redressables que ne l'est le syndicat officiel. Ceci doit être clair.

Pour l'instant, les ouvriers polonais ne se sont pas portés directement candidats au pouvoir. Ils n'ont pas envisagé d'alternative gouvernementale. Ils considèrent plutôt le syndicat indépendant comme un

contre-pouvoir, un instrument de contrôle et de surveillance sur les décisions gouvernementales. De même que Kuron envisageait dans son article l'extension d'un réseau de contre-pouvoirs locaux.

Il est indiscutable que des progrès sont nécessaires sur le terrain de l'organisation à la base du mouvement de masse, pour pouvoir assurer une épreuve de force avec la bureaucratie et ses soutiens internationaux. Encore faut-il n'en pas rester au niveau de conscience immédiat des dirigeants de la grève, et savoir que la coexistence avec la bureaucratie ne peut s'éterniser, que les compromis comme l'accord de Gdansk sont éminemment instables et que l'affrontement reste inévitable à l'horizon.

Nous ne disons pas cela pour donner des leçons à distance, mais parce qu'il en découle une conclusion pratique. Dans un rapport de forces donné, il est légitime de manœuvrer et de louvoyer face à la bureaucratie, de gagner du temps pour se renforcer et s'organiser, d'éviter l'empoignade spontanée et désordonnée. A une condition, qui n'apparaît sous aucune forme dans l'article de Kuron : qu'existe une force consciente, ayant une vision d'ensemble du processus, des buts et des moyens, capable de tenir la barre de la manœuvre. Il faut un parti de la révolution antibureaucratique.

Une victoire et ses lendemains

Les travailleurs polonais ont donné une magnifique leçon. Ils n'ont pas commencé par ajuster leurs revendications à ce qui serait négociable et acceptable pour la bureaucratie. Ils ont commencé par formuler leurs besoins et leurs exigences, sans autocensure. Conscients de leur force, ils ont visé haut. Ils ne se sont pas contentés, contrairement à certains conseils, de revendications démocratiques limitées, comme la libération des emprisonnés politiques, mais ont mis en avant la question du syndicat.

L'accord signé à Gdansk constitue une victoire et un précédent pour l'ensemble des pays de l'Est, malgré ses limites qui sont réelles. La bureaucratie, dans le protocole d'accord signé par Jagielski, s'est efforcée de sauver l'essentiel. Le syndicat indépendant reconnaît le rôle dirigeant du parti dans l'Etat. Il n'a pas le droit de développer des contacts internationaux. Il n'est pas d'emblée un syndicat centralisé au niveau national.

Pour la bureaucratie, ces précautions ne sont pas formelles. Il n'est pas indifférent de jeter les bases d'une controverse sur la délimitation des prérogatives entre syndicat et parti : voilà une clause assez extensible pour servir de point d'appui à une contre-offensive ultérieure contre le rôle politique que sera appelé à jouer le syndicat. Il n'est pas indiffé-

rent non plus de restreindre les contacts internationaux et de réaffirmer le respect des alliances. Nous sommes en ce qui nous concerne toujours partisans de défendre ce qu'il subsiste d'acquis prolétariens dans les pays de l'Est, contre toute tentative de restauration capitaliste : la propriété collective des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, l'économie planifiée. Mais nous ne considérons pas un seul instant que le Pacte de Varsovie soit l'instrument militaire de cette défense. Il est d'abord et avant tout l'instrument du maintien de l'ordre bureaucratique et de l'intervention en Tchécoslovaquie. Il y a donc dans toutes ces clauses de l'accord les germes des prétextes futurs à une normalisation bureaucratique, dès que la dégradation des rapports de forces le permettrait.

Enfin, il n'est pas neutre non plus pour la bureaucratie d'avoir concédé des organisations syndicales décentralisées, même si les syndicats indépendants de Gdansk sont appelés à faire irrésistiblement tache d'huile — ce qui est déjà le cas. Le pouvoir bureaucratique peut, en effet, espérer gagner du temps, céder localement, transformer les syndicats indépendants en auxiliaires et associés d'une politique d'austérité et de solidarité nationale. En tout cas tenter d'éviter l'apparition d'un interlocuteur susceptible de présenter des propositions et contrepropositions à l'échelle nationale.

Pourtant, l'accord de Gdansk ne peut en rien constituer une conclusion. Il tourne une page et met en marche un nouveau jeu de contradictions. Comment Séguy, par exemple, peut-il interpréter et accepter la clause de l'accord reconnaissant le rôle dirigeant du parti dans l'Etat ? S'agirait-il donc d'un syndicat qui « ne fait pas de politique » ? Accusé par Barre de faire de la politique, Séguy répondrait sans aucun doute que si l'inflation est un problème politique, si le plan d'austérité décidé par le gouvernement est un problème politique, si le droit de grève dans le secteur public est un problème politique alors il est impensable que le syndicat se prive de faire de la politique.

Ce qui est vrai dans un pays capitaliste l'est encore plus dans un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé comme la Pologne. L'économie y est organisée par un plan dont les priorités, les investissements, les affectations du surproduit social constituent autant de choix immédiatement politiques, transparents. On peut y lire directement la part que s'approprie la bureaucratie, celle qui revient directement ou indirectement aux ouvriers et aux paysans, les rapports entre industrie et agriculture, les branches prioritaires...

Le point 5 du protocole signé à Gdansk stipule : *« Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national entre consommation et*

accumulation, la répartition du fonds de consommation sociale dans des objectifs variés (santé, éducation, culture), les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires, particulièrement en ce qui concerne le principe de l'augmentation automatique des salaires selon l'inflation, le plan économique à long terme, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix. Le gouvernement s'engage à assurer les conditions nécessaires à la réalisation de ces fonctions. » En conséquence, le point 6 du protocole prévoit que le syndicat indépendant créera ses propres organismes de contrôle des prix et mettra sur pied ses propres indices. Et ainsi de suite.

Comment penser que ces possibilités « *d'intervenir dans les décisions clés* » n'empiéteront pas sur les prérogatives du parti et de son rôle dirigeant dans l'Etat ? Où passe la ligne de démarcation et comment pourrait-elle rester inviolée ?

Les ouvriers ont montré à travers leur lutte à quel point ils sont conscients que le caractère bureaucratique dans l'élaboration du plan est une source de gaspillage et de gâchis. Ils disent, à juste titre, être seuls à même de connaître les ressources matérielles et humaines des usines et à pouvoir régler au mieux l'organisation de la production, le choix d'objectifs en fonction de besoins sociaux qu'ils sont également les mieux placés à déterminer.

Ils seront conduits à formuler des contrepropositions locales, régionales et de branche. Si les syndicats se fédèrent, ils seront amenés à définir leur propre projet sur les questions centrales. En cas de litige avec le gouvernement, qui juge et qui tranche ? Que ce soit par référendum ou par discussion nationale au sein de conseils d'usines, il y a au bout la nécessité d'une planification démocratiquement élaborée, qui est inconcevable sans la possibilité de choisir entre plusieurs projets. Que ces projets soient portés par le syndicat indépendant, le gouvernement, ou des partis politiques, la conclusion est la même : il n'y a pas de planification démocratique sans possibilité de choix, c'est-à-dire, en dernière analyse, sans possibilité de pluralisme politique, sans droit à la pluralité des partis.

Et c'est pourquoi la coexistence à terme est impossible. C'est pourquoi le compromis de Gdansk n'est pas une fin mais une étape.

Récupération ou intervention

Il est peu vraisemblable que la bureaucratie attaque de front un mouvement ouvrier ascendant étroitement mêlé à une question nationale vivace. Tant qu'il n'y a pas de fracture ouverte du parti qui reste la clé de voûte de l'appareil d'Etat, elle a encore d'autres recours. Et d'abord la récupération, le mélange de chantage et de corruption an-

noncé par Kuron. Les reportages sur les grèves de juillet-août ont montré des comités de grève face à face avec des directeurs qui n'étaient autres que d'anciens membres des comités de grève de 1970. Cette mobilité sociale, cette capacité d'absorption par promotion individuelle est l'une des forces de la bureaucratie en général. Walesa n'a-t-il pas révélé qu'on lui avait déjà proposé la présidence du syndicat officiel réformé ? C'est aussi une des faiblesses de la bureaucratie polonaise, un facteur d'hétérogénéité dans ses rangs, que cette accumulation de couches bureaucratiques sédimentées : celle de l'après-guerre, celle de 1956, celle de 1970...

Une bureaucratie audacieuse pourrait tenter aujourd'hui une nouvelle purge dans les rangs du parti contre les éléments les plus compromis, une manœuvre d'enveloppement des syndicats indépendants en jouant sur les prérogatives sociales des syndicats officiels, un effort de concertation décentralisée avec des organismes ouvriers pour mieux associer les travailleurs à une politique d'austérité négociée. Mais l'audace n'est guère jusqu'à présent le propre de la bureaucratie, ni l'adresse. Elle manque pour cela d'exercice au dialogue, à la contestation, à l'épreuve de la confrontation. La prestation de Jagielski à Gdansk l'a encore montré, même s'il s'en est mieux tiré que ne l'auraient fait la plupart de ses collègues.

Déjà Walesa a dénoncé les sournoises manœuvres de « grignotage ». La mission de Kania semble bien s'inscrire dans cette perspective : remettre le parti sur ses pieds, au prix d'une épuration limitée, pour reconquérir pas à pas le terrain perdu. S'il échoue, l'hypothèse d'une intervention soviétique prendra toute son actualité. Il ne s'agit pas d'en faire un épouvantail pour mieux prêcher, comme certains, la soumission aux ouvriers polonais, mais il ne s'agit pas non plus de fermer les yeux sur cette possibilité.

Certes, les conditions pour les Soviétiques sont difficiles, surtout après l'intervention en Afghanistan. Certes, l'opération serait infiniment plus risquée qu'en Tchécoslovaquie. Le mouvement en Pologne est parti de la classe ouvrière même et non pas du parti. Il y a une question nationale séculaire à vif. Il y a le rôle de l'Eglise. Mais le danger d'un développement de la révolution politique, le danger de la contagion en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est est tout aussi mortel.

Enfin, la Pologne fait officiellement partie de sa zone de sécurité dans le partage du monde, et l'impérialisme s'est montré fort compréhensif, à l'occasion de l'intervention à Prague, lorsque la bureaucratie du Kremlin fait régner l'ordre dans sa sphère d'influence. Cette fois encore, l'enjeu international a été exprimé sans détour par Gierek en personne, dans son intervention du 18 août à la télévision : « *C'est un*

problème d'importance internationale. Seule la Pologne socialiste peut être un Etat indépendant et libre ayant des frontières sûres et reconnues. La Pologne est un facteur de stabilité en Europe. Notre régime social est un élément fondamental de l'ordre instauré en Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Il y a des limites qu'on ne peut dépasser. C'est la raison d'Etat polonaise. »

On ne saurait mieux dire, et tout le monde y a mis du sien. Giscard a été d'une discrétion exemplaire au moment où Brejnev et Marchais déclaraient que Mitterrand est plus à droite que Giscard, et où Fiterman disait crûment que le changement n'est pas à l'ordre du jour à l'occasion de l'élection présidentielle. Le Vatican a prêché la modération aux travailleurs polonais. Brejnev et Carter ont conjugué leurs efforts pour donner un ballon d'oxygène économique à la bureaucratie de Varsovie, le second débloquent sur-le-champ un prêt de cent vingt milliards de dollars alors qu'il négocie depuis un an un prêt de soixante-quinze milliards pour le Nicaragua.

Bonnes nouvelles

Comme l'écrivait Decornoy, sous le titre « Mauvaises nouvelles » dans un article du *Monde* du 2 septembre, la lutte des travailleurs polonais a de quoi gêner aussi bien la bureaucratie et les PC que l'impérialisme. Aucun n'ose trop s'en réjouir.

En France, les dirigeants du PS ont salué la volonté de pluralisme sans souligner que les travailleurs ne remettaient pas en cause la propriété collective des moyens de production qui donne à ce pluralisme un autre contenu social que celui du simple jeu parlementaire. Quant à Rocard, à trop raisonner en petit commis de l'Etat, il n'a pas pensé à organiser une mobilisation ouvrière de solidarité avec les grévistes polonais, mais à envoyer la marine nationale pour organiser de façon précipitée un grand exode de la Baltique devant l'avancée des chars soviétiques. L'amiral de Conflans-Sainte-Honorine a péché au moins par précipitation et manqué de la plus élémentaire confiance dans la mobilisation de la classe ouvrière polonaise.

Le PCF, pour sa part, a touché au comble de l'ignominie. Il n'a d'abord publié que de façon tronquée la plate-forme des vingt et un points de Gdansk, dont chaque revendication constitue un démenti du « bilan globalement positif » et un réquisitoire contre trente ans de « socialisme réellement existant ». *L'Humanité* du 30 août, la veille de la signature de l'accord de Gdansk, réussissait même la performance de retarder sur les bureaucrates polonais en dénonçant encore la naissance de syndicats indépendants comme une machine de guerre contre le

socialisme. La seule consolation, à porter au compte du bilan parcimonieusement positif pour les rédacteurs de *l'Humanité*, consista à se féliciter de la largeur de vue des dirigeants polonais qui n'ont pas fait tirer sur les ouvriers. C'est en effet une performance pour un gouvernement qui prétend agir au nom de la classe ouvrière ! Verra-t-on *l'Humanité* saluer demain la générosité de Raymond Barre pour n'avoir pas fait ouvrir le feu sur les travailleurs de Manufrance ?

Il n'y aura donc pas foule pour apporter aux travailleurs polonais une solidarité sans réserve et sans arrière-pensées. Cette solidarité est pourtant un des éléments du rapport de forces entre eux et la bureaucratie, un des éléments sur lesquels nous pouvons agir contre la menace d'une intervention soviétique. De même que la libération des prisonniers politiques polonais, arrachée par les grévistes, doit nous aider à relancer la campagne pour la libération des emprisonnés de la Charte 77 en Tchécoslovaquie.

21 septembre 1980